De plus en plus de Burundais recourent à la justice de l'EAC

PANA, 08 juillet 2014 Bujumbura, Burundi - De plus en plus de Burundais se détournent de la justice nationale pour se remettre depuis quelque temps à celle de la Communauté est-africaine (East african community - EAC) qui a été qualifiée, mardi, de plus "intègre" par un ancien président du barreau des avocats du Burundi, Me Isidore Rufyikiri. La jeune Cour de justice de l'EAC, basée à Arusha, en Tanzanie, a déjà saisi plus de neuf dossiers de plaignants burundais dont celui de Me Rufyikiri pour sa destitution controversée de la présidence du barreau des avocats.

La destitution de Me Isidore Rufyikiri, officiellement pour "mauvaise gestion" de fonds d'une autre association de défense des droits des indigents, avait été suivie d'une mesure portant interdiction de sortie du territoire national jusqu'à ce jour. La justice d'Arusha avait encore été convoquée au plus haut niveau de l'Etat burundais, par le président de la République lors de la récente célébration du 52^e anniversaire de l'indépendance nationale, le 1er juillet. Le président Nkurunziza avait notamment félicité du fait que l'Etat burundais avait jusqu'ici gagné "tous les procès" intentés par des nationaux auprès de la Cour de justice d'Arusha. La polémique a été relancée par Me Isidore Rufyikiri, qui a rebondi sur les propos du chef de l'Etat pour parler d'une façon à peine voilée des autorités nationales de décourager d'autres recours à la justice étrangère. Pour lui, la solution durable passe plutôt par l'amélioration du fonctionnement et de l'indépendance de la magistrature nationale. Parmi les différents dossiers introduits par des personnes ou des associations nationales figure celui de l'Union burundaise des journalistes (UBJ, syndicat) contre une nouvelle loi sur la presse jugée "liberticide". D'autres Burundais se sont rendus à la justice régionale, y compris pour des conflits fonciers qui les opposaient à l'Etat et l'un d'entre eux aurait déjà obtenu gain de cause auprès d'Arusha pour reprendre ses 24 hectares de terrain à Bubanza, une province du Nord-ouest du Burundi. Selon Me Isidore Rufyikiri, qui occupe de la plupart des plaintes de Burundais, la cour de justice de la Communauté est-africaine a la préséance sur celles des Etats membres que sont le Burundi, le Rwanda, l'Ouganda, la Tanzanie et le Kenya.